

Des transitions justes pour une reprise à la fois régionale, verte et numérique

29 octobre 2019

Employment & economic policy

Le monde est aux prises avec la transition vers une économie à zéro émission de carbone, tandis que les craintes de l'automatisation et des restructurations sectorielles augmentent. En même temps, les disparités régionales économiques et sociales demeurent élevées, les opportunités d'emploi et de revenus sont chaque fois plus concentrées dans les grandes villes et dans certaines régions en particulier. En outre, les transformations verte et numérique risquent de creuser encore plus ces écarts et génèrent en parallèle un besoin diversifié de politiques urbaines.

Face à ces défis, il est possible d'atteindre une croissance inclusive au moyen de **plans de transition juste**. Une telle transition est intrinsèquement liée au dialogue social :

« l'importance d'un processus de dialogue social participatif et représentatif, faisant intervenir tous les partenaires sociaux en vue de promouvoir des taux d'emploi élevés, une protection sociale adéquate, les normes du travail et le bien-être des travailleurs et de leurs communautés lors de l'élaboration [des plans de transition] » (Déclaration de la COP24).

Le TUAC demande instamment à l'OCDE et à ses membres d'adhérer aux principes de la transition juste en tant que cadre d'orientation permettant de confirmer aux citoyens et aux travailleurs que des investissements et des actions coordonnées sont prévus. Une approche cloisonnée, sans une vision spatiale et inclusive sur les deux transitions, risque de laisser derrière elle les travailleurs de certains secteurs ou régions et ceux des PME.

Contexte

Les dernières décennies ont été marquées par le rétrécissement de la part salariale des revenus, par la hausse des inégalités, et par une coopération régionale et internationale chaque fois plus ardue. Bien que les disparités économiques régionales entre pays de l'OCDE aient commencé à diminuer, elles n'en demeurent pas moins élevées. En outre, les opportunités d'emploi et de revenus restent concentrées dans les grandes villes et dans certaines régions, avec des écarts de taux de chômage pouvant atteindre 6 points de pourcentage entre pays de l'OCDE.

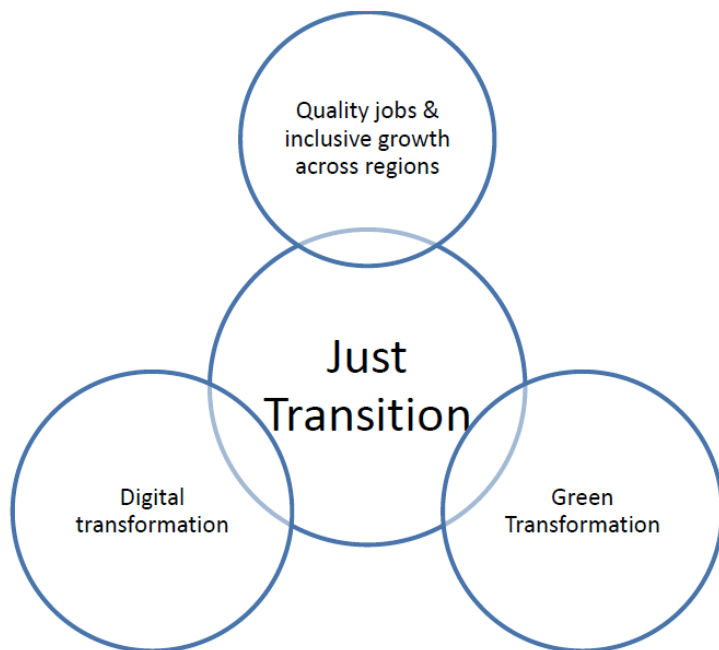
À cela s'ajoute l'impact de la numérisation qui risque d'exacerber encore davantage les différences, car les régions ayant une plus grande proportion de travailleurs de niveau d'éducation tertiaire, d'emplois dans les services ou de populations urbanisées s'en sortiront mieux. Ces disparités pourraient se voir aggravées par la diffusion des technologies, avec notamment l'automatisation des tâches et des fonctions intermédiaires, mais aussi avec l'externalisation et la segmentation des processus de livraison tout au long des chaînes de valeur, qui sont une émanation des nouveaux systèmes de communication. Entretemps, des pays du monde entier peinent à répondre avec fermeté au changement climatique et à faire pencher l'économie mondiale vers le zéro carbone. L'urgence de se doter d'une action climatique ambitieuse fondée sur le rapport du GIEC à 1,5°C exige des réponses politiques.

Il est indispensable que les décideurs politiques tiennent compte de l'impact sur les travailleurs, leurs familles et leurs communautés. Les mesures relevant de la Transition juste sont une condition fondamentale pour que soient mises en œuvre les politiques ambitieuses en matière de climat qui sont si urgentes. En l'absence de conditions sociales renforcées (notamment des investissements, le dialogue social, la protection sociale, la justice sociale ; les qualifications et l'éducation, etc.), il ne saurait y avoir dans la société un soutien suffisant pour la réforme structurelle dont nos économies ont besoin pour protéger le climat. Si l'on tient compte en outre des fossés numériques profonds dans les zones rurales, du fait que des secteurs entiers sont perturbés et que les populations urbaines recourent à de nouvelles formes atypiques de travail, il devient impérieux d'étendre l'optique de la Transition juste à d'autres dimensions.

Revendications syndicales

Une transition réussie vers une économie à zéro émission de carbone a comme potentiel inhérent la croissance économique durable, la création d'emplois dans certains secteurs et le bien-être social. La numérisation pourrait venir à l'appui de la transition verte mais elle est nocive pour les tendances de l'emploi et la couverture sectorielle. À cet égard, le TUAC salue le travail de l'OCDE sur les régions et le développement urbain, sur le cadre de bien-être, sur les projets *Vers le numérique* et *l'Avenir du travail*, entre autres. La politique en faveur d'une transition juste et ses cadres de financement constituent des mécanismes clé en vue de la création ou de la protection des emplois de qualité et de la cohésion sociale, et ce, tant pour ce qui a trait à la transition verte qu'à la transition numérique.

Pour façonner un avenir du travail qui soit plus inclusif et valorisant, il faut un programme de transition pour un avenir au service de tous – une approche pangouvernementale qui cible les interventions sur ceux qui en ont le plus besoin. Un tel programme aurait besoin d'adopter une approche axée sur les trajectoires de vie, couvrant l'éducation autant que les qualifications, les services publics pour l'emploi, la protection sociale, mais aussi la réglementation du marché du travail, la fiscalité et même le logement, le transport, le droit de la concurrence et la politique industrielle. Cette approche holistique conjuguerait mécanismes d'adaptation et mesures de prévention; elle avait déjà été un objectif du projet de l'OCDE *Vers le numérique*. Un programme de transition pour un avenir au service de tous va requérir un financement adéquat. (Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2019 [traduction non officielle])



Emplois de qualité et croissance inclusive dans l'ensemble des régions

Transition juste

Transformation numérique

Transformation verte

Pour parvenir à des transitions justes, une orientation politique et des actions doivent être renforcés autour de trois dimensions interconnectées :

Des emplois de qualité et une croissance inclusive dans l'ensemble des régions

- Le dialogue social et la négociation collective doivent aider à faire en sorte que les marchés du travail s'adaptent de manière sûre et inclusive, tant en termes d'emplois que de stabilité des revenus, mais aussi veiller à ce que les gains de productivité soient plus amplement répartis ;
- Une politique industrielle qui garantisse un renouveau et une restructuration sectoriels soient favorables aux travailleurs, des environnements favorisant la concurrence pour les entreprises de toutes les tailles et, de ce fait, la création d'emplois ;
- Des investissements publics, y compris au travers des fonds de transition destinés à soutenir des communautés vulnérables, à financer la R&D publique et des programmes ciblés sur les missions ainsi que sur les besoins en infrastructures et du secteur public dans les régions autant que dans les centres urbains ;
- Des planchers salariaux minimum, une couverture étendue de protection sociale et des politiques sociales qui prévoient une assistance au déplacement géographique, des politiques de logement et de soins renforcées et dotées d'une optique genrée et spatiale ;
- Des formations de perfectionnement professionnel sectorielles et/ou régionales, ainsi que des fonds de transition professionnels, les droits à la formation, l'accès à la formation et les mesures d'incitation favorisant l'apprentissage tout au long de la vie (temps, compensation, perspectives de carrière).

Transformation numérique

- Un dialogue social sectoriel et des conventions collectives sur les formations à dispenser, sur les ajustements salariaux et en termes de temps de travail et sur les normes de travail relatives à la santé et la sécurité, et les aspects relatifs aux données qui découlent de la numérisation ;
- Des stratégies et des normes visant l'optimisation des processus de production et de prestation de services, dans une approche centrée sur l'humain, par le biais de processus d'innovation susceptibles d'anticiper l'impact sur l'emploi et l'employabilité et capables de garantir des lieux de travail sûrs et productifs ;
- Mobiliser des investissements publics en vue de combler les lacunes en infrastructures et de connectivité, et veiller au caractère abordable d'internet et du haut débit en faisant diminuer les prix ;
- Utiliser les conclusions obtenues par l'analyse des données en vue d'optimiser les services publics proposés et les réseaux de transport.

Transformation verte

- Veiller à la mise en œuvre de la Déclaration de Silésie et des principes de la transition juste dans les contributions déterminées au niveau national, dans les plans nationaux d'adaptation et dans les stratégies nationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre à long terme ;
- Soutenir et encourager les investissements dans des secteurs dotés d'un potentiel élevé de création d'emplois et de protection environnementale, tels que l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables, avec une attention particulière à la pauvreté énergétique, à la mobilité durable et au perfectionnement des infrastructures de transport, entre autres investissements ;
- Mettre au point des stratégies industrielles qui soient logiques du point de vue environnemental, et fassent des priorités du travail décent, des faibles émissions et de l'utilisation efficace des ressources, sur un pied d'égalité.